

conditions d'une sympathie réciproque entre les pays du Tiers-monde et le Canada. Le fait que la coprésidence de la Conférence sur la coopération économique internationale («Dialogue Nord-Sud») qui s'est tenue à Paris, en 1976 et 1977, ait été confiée au Venezuela et au Canada témoigne à la fois de l'audience particulière dont bénéficie ce dernier sur le plan international et de la convergence de la notion canadienne de «coopération multidimensionnelle» et de celle d'un «nouvel ordre économique international» réclamé par le Tiers-monde.

Cette convergence reflète une «mutualité des intérêts» des pays riches et pauvres — «mutualité» dans laquelle le président de l'Algérie, M. Boumediène, a déjà dit voir une garantie du sérieux des accords de coopération. Contrairement à ce que pensent trop de gens dans le monde industrialisé, il n'est pas de pays donneur qui ne tire quelque profit de son aide publique, ne serait-ce que pour pouvoir poursuivre cette assistance. Au Canada, en 1976-1977, sur un budget de coopération au développement de 1.2 milliard de dollars, plus de 600 millions ont servi directement ou autrement à payer des biens et services canadiens et fourni des emplois à des milliers d'ouvriers et de spécialistes de toute sorte. Grâce à la libéralité qui caractérise l'aide publique et à l'initiative qu'ils conservent dans le choix des pays donateurs, les pays du Tiers-monde ont déjà fait beaucoup pour démontrer que la «mutualité des intérêts» garantit, en effet, le sérieux et l'expansion qualitative de l'assistance au développement international. Ils sont de plus en plus nombreux à se présenter comme partenaires à part entière sur les marchés industriels du monde et dans les grandes instances internationales. Ce n'est pas diminuer la valeur de la coopération canadienne que d'en montrer les avantages politiques et économiques. Tout autant que le Canada, les pays en développement désirent se transformer en d'authentiques partenaires commerciaux.

Certes l'expérience a révélé que l'«aide» n'y suffisait pas. Cependant, pour certains pays les plus pauvres, elle demeure indispensable. A des titres divers et selon des modalités variées, elle est encore nécessaire, en coordination avec d'autres moyens (financiers, commerciaux, etc.), pour assurer un développement rapide des autres pays plus avancés du Tiers-monde avant que les économies du Nord comme du Sud ne se grippent en se nuisant mutuellement au lieu de s'entraider.